

## Protocole de coopération Région wallonne / Région flamande

Concernant l'échange d'informations et la collaboration en matière de suivi de la production et de l'épandage d'effluents d'élevage à l'intérieur des exploitations agricoles d'élevage trans-régionales frontalières.

---

Le présent protocole de coopération entre la Région wallonne et la Région flamande (ci-après dénommées individuellement « la Région » ou conjointement « les Régions ») établit un régime particulier d'échanges d'informations et de collaboration en matière de production et d'épandage d'effluents d'élevage à l'intérieur des exploitations agricoles d'élevage trans-régionales frontalières en vue de permettre l'application des réglementations régionales concernant la gestion de la fertilisation azotée et la lutte contre la pollution des eaux par les nitrates à partir de sources agricoles.

Dans ce cadre, les éléments essentiels à prendre en compte pour gérer cette problématique sont basés sur :

- la détermination des exploitants concernés par l'aspect frontalier de leur exploitation ;
- l'existence d'une production d'effluents d'élevage dans la Région d'origine;
- l'existence de capacités d'épandage dans la Région de destination;
- l'annonce et le suivi des mouvements par voie informatique permettant un contrôle sur le terrain de ces derniers;
- l'échange de données entre les différentes administrations.

### 1. Définitions

Exploitation agricole d'élevage trans-régionale frontalière : toute exploitation disposant d'un élevage qui développe une activité agricole sur le territoire des deux Régions et dont la distance à vol d'oiseau:

tant pour les bâtiments de production et pour les parcelles servant à l'épandage se situent à moins de 25 kilomètres de la limite entre les deux Régions et ;  
entre les bâtiments et les parcelles ne peut excéder 40 kilomètres.

Région de destination : la Région sur le territoire géographique de laquelle sont épandus en tout ou en partie les effluents d'élevage, de l'exploitation agricole d'élevage trans-régionale frontalière, produits sur le territoire géographique de l'autre Région.

Région d'origine : la Région sur le territoire géographique de laquelle sont produits les effluents d'élevage de l'exploitation agricole d'élevage trans-régionale frontalière.

Autorité compétente : Les services de l'administration, compétents pour les différentes actions de suivi ou de contrôle définis dans le cadre du présent protocole.

Comité de concertation : Comité destiné à régler les problèmes généraux et individuels ainsi qu'à établir un bilan annuel concernant les échanges de données. Il est au minimum composé, pour la Région wallonne, de 2 représentants de la DGO3 (1 représentant du DSD et 1 représentant du DEE) et pour la Région flamande, de 2 représentants de la Mestbank.

2. Pour le 1er septembre de chaque année, l'autorité compétente de la Région de destination établit ou met à jour, sur base des données disponibles les plus récentes, une liste fermée des exploitations trans-régionales frontalières susceptibles d'amender leurs parcelles avec des effluents d'élevage émanant de leur exploitation et en provenance de la Région d'origine.

Cette liste peut être modifiée en cours d'année sur demande explicite de nouveaux exploitants d'exploitations agricoles trans-régionales frontalières.

3. L'autorité compétente de la Région de destination envoie un courrier aux exploitants repris sur la liste.

Ce courrier sera établi de commun accord entre les autorités compétentes des Régions. Il aura pour objectif :

- d'avertir les exploitants de leur présence sur la liste ;
- d'obtenir l'accord des exploitants concernant l'échange, entre les administrations des Régions, des données nécessaires au suivi et au contrôle des mouvements d'effluents d'élevages (dont les modalités sont précisées ci-dessous au point 6) ;
- d'obtenir l'engagement des exploitants pour l'utilisation des modèles informatiques (dont les règles d'utilisation sont précisées ci-dessous au point 5) nécessaires à la comptabilité et au suivi des mouvements d'effluents d'élevage entre les Régions.
- Seules les exploitations ayant marqué leur accord sur l'échange de données sont susceptibles de voir leurs surfaces situées en dehors du territoire d'origine prises en compte dans le cadre des équilibres en azote de celles-ci.

4. Les autorités compétentes des Régions s'informent mutuellement des exploitations trans-régionales frontalières ayant donné leur accord concernant l'échange d'informations et l'utilisation des modèles informatiques pour la notification des mouvements. Elles établissent une liste fermée de ces exploitations pour le 31 décembre de chaque année (ci-après dénommée « la liste commune »).

5. Règles d'utilisation des modèles informatiques- Notification des mouvements.

Avant chaque épandage envisagé par l'exploitant sur le territoire de la Région de destination, celui-ci en avertit au minimum les autorités compétentes de destination à l'aide des sites Internet mis à sa disposition par chacune des autorités compétentes.

Cette pré-notification doit permettre aux différents exploitants d'établir les documents de transport liés aux mouvements envisagés. Ces documents de transport édités par les systèmes informatiques doivent obligatoirement accompagner le transport correspondant.

L'agriculteur et le transporteur doivent à tout moment pouvoir fournir aux forces de police, aux inspecteurs de la Mestbank, au Département de la Police et des Contrôles de la DGO3, ainsi qu'aux représentants des autorités compétentes des deux Régions les documents de transport liés aux mouvements notifiés.

Une fois réalisés, les mouvements doivent être post-notifiés au moyen des mêmes systèmes informatiques. Toute annulation doit s'effectuer au plus tard le jour prévu par le transport.

## 6. Echange de données entre Régions.

6.1. Pour la Région wallonne, dans le cadre de l'entrée d'effluents d'élevage sur son territoire, des informations préalables sont nécessaires en vue d'observer si les effluents annoncés sont conformes avec les productions de l'exploitation trans-régionale frontalière.

Dans cette optique les Régions se transmettent, sous un format à déterminer, les informations dont elles disposent relativement aux derniers éléments de production des exploitations reprises dans la liste commune.

Ces éléments peuvent être modifiés par les exploitants, via un portail Internet des Régions.

Dans le cas d'une fourniture d'informations de l'exploitant par Internet, un échange de données sous un format à déterminer sera mis en place avec la Région d'origine en vue de valider ces éléments de production.

6.2. Après chaque année civile, les administrations compétentes des Régions se transmettent, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril, pour chaque exploitation reprise dans la liste commune, les quantités d'effluents d'élevage ayant fait l'objet d'un mouvement entre Régions, les dernières données disponibles en matière de production et de quantités épandables. Il en est de même pour les éventuelles mesures prises par les administrations compétentes en cas de non respect de la législation applicable.

Les modèles de fichier échangés sont établis de commun accord entre les administrations concernées.

7. Les discordances et incohérences observées par l'administration compétente d'une Région, au niveau d'une exploitation trans-régionale frontalière, sur base des données détenues et des données de l'administration compétente de l'autre Région, sont signalées à cette dernière dans le mois, au même titre que les mesures prises à l'encontre des exploitations concernées par ces discordances et incohérences.

8. L'autorité compétente de la Région de destination peut, dans le respect des dispositions légales en vigueur fixer des restrictions d'épandage pour les exploitants repris dans la liste commune, ne respectant pas les engagements pris ou ne respectant pas les obligations d'épandage fixées par la Région.

Les exploitants non repris dans la liste commune ne peuvent épandre d'effluents dans la Région autre que celle de leur siège d'exploitation.

9. Les administrations compétentes des Régions mettent en place un comité de concertation destiné à régler les problèmes généraux et individuels ainsi qu'à établir un bilan annuel concernant les échanges de données.

10. Pour le calcul des équilibres azotés des exploitations agricoles d'élevage trans-régionales frontalières, la Région d'origine prendra uniquement en compte pour l'utilisation des effluents sur le territoire géographique de la Région de destination, les données objectives établies dans le cadre des échanges de données repris au point 6.2..

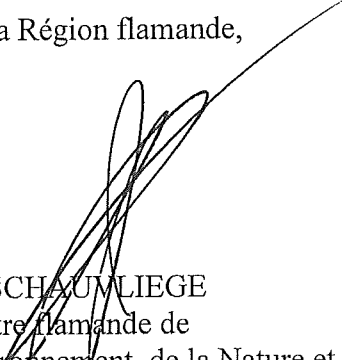
11. Tout litige persistant entre les autorités compétentes des Régions ou entre autorité compétente et agriculteur est référé aux deux Ministres régionaux ayant l'environnement dans leurs compétences, en vue d'une conciliation.

Le protocole peut être sujet à révision ou à abrogation à la demande d'un ou des deux Ministres.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Ministres.

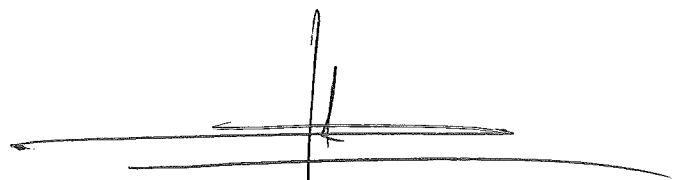
Bruxelles, le 2 mai 2016

Pour la Région flamande,



Joke SCHAUW-LIEGE  
Ministre flamande de  
l'Environnement, de la Nature et  
de l'Agriculture

Pour la Région wallonne,



Carlo DI ANTONIO  
Ministre de l'Environnement, de  
l'Aménagement du Territoire, de la  
Mobilité et des Transports et du  
Bien-être animal

# Samenwerkingsprotocol Waals Gewest / Vlaams Gewest

Betreft het uitwisselen van informatie en de samenwerking  
betreffende de productie en het spreiden van dierlijke mest  
binnen gewestgrensoverschrijdende veeteeltbedrijven

---

Het huidig samenwerkingsprotocol tussen het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest (hierna genoemd individueel het Gewest of gezamenlijk de Gewesten) bepaalt een bijzondere regeling voor de uitwisseling van informatie en samenwerking betreffende productie en spreiden van dierlijke mest binnen gewestgrensoverschrijdende veeteeltbedrijven, dit om de toepassing van de gewestelijke regelgeving betreffende het beheer van de stikstofbemesting en de strijd tegen waterverontreiniging door nitraten afkomstig uit de landbouw te bewerkstelligen.

In dit kader zijn de essentiële elementen waarmee moet rekening gehouden worden, teneinde deze problematiek te beheersen, gebaseerd op:

- het in kaart brengen van de betrokken exploitanten door het grenskarakter van hun bedrijf;
- een aantoonbare dierlijke productie in het Gewest van oorsprong hebben;
- over een aantoonbare spreidingscapaciteit beschikken in het Gewest van bestemming;
- het aanmelden en opvolgen van mestbewegingen langs digitale weg, wat een controle van deze bewegingen op het terrein toelaat;
- de uitwisseling van gegevens tussen de verschillende administraties.

## 1. Definities

Gewestgrensoverschrijdend veeteeltbedrijf: ieder bedrijf dat beschikt over dierlijke productie en landbouwactiviteiten uitoefent op het grondgebied van de twee Gewesten, waarbij de afstand in vogelvlucht:

- van de productie-eenheden (stallen) en van de percelen waar mest wordt op uitgereden, tot de Gewestgrens minder dan 25 kilometer bedraagt;
- tussen de productie-eenheden enerzijds en de percelen anderzijds niet groter mag zijn dan 40 kilometer.

Gewest van bestemming: het Gewest waarbinnen het geografisch grondgebied ligt waarop de dierlijke mest van het gewestgrensoverschrijdend bedrijf geheel of gedeeltelijk wordt gespreid. De dierlijke mest wordt geproduceerd op het geografisch grondgebied van het ander Gewest.

Gewest van oorsprong: het Gewest waarbinnen het geografisch grondgebied ligt waar de dierlijke productie van het gewestgrensoverschrijdend bedrijf zich bevindt.

Bevoegde autoriteit: de administratieve diensten die bevoegd zijn voor de opvolging en controle zoals gedefinieerd in het kader van het huidige protocol.

Raadgevende commissie: commissie bevoegd voor de regeling van algemene en individuele problemen, evenals voor het opstellen van een jaarlijkse balans betreffende de gegevensuitwisseling. De commissie is minimum samengesteld uit 2 vertegenwoordigers

van de DGO3 (1 vertegenwoordiger van DSD en 1 vertegenwoordiger van DEE) voor het Waalse Gewest en uit 2 vertegenwoordigers van de Mestbank voor het Vlaamse Gewest.

2. Vóór de eerste september van ieder jaar stelt elke bevoegde instantie van bestemming een gesloten lijst op, of actualiseert deze op basis van de recentste beschikbare gegevens, van de potentiële gewestgrensoverschrijdende bedrijven die hun percelen met bedrijfseigen dierlijke mest, afkomstig van het Gewest van oorsprong, kunnen bemesten.

Deze lijst kan gewijzigd worden in de loop van het jaar op uitdrukkelijke vraag van nieuwe gewestgrensoverschrijdende landbouwers.

3. De bevoegde autoriteit van het Gewest van bestemming stuurt een brief aan de landbouwers opgenomen in de lijst.

Deze brief zal worden vastgesteld in onderling overleg met de bevoegde autoriteiten van de Gewesten. De brief heeft tot doel:

- de landbouwers in kennis te stellen van hun aanwezigheid op de lijst;
- de goedkeuring te bekomen van de landbouwers voor de gegevensuitwisseling tussen de gewestelijke administraties, met het oog op de opvolging en de controle van de dierlijke mestbewegingen (waarvan de modaliteiten verder gepreciseerd worden onder punt 6);
- de bereidheid van de landbouwers te bekomen om de informaticatoepassingen te gebruiken (waarvan de gebruiksregels verder gepreciseerd worden onder punt 5), noodzakelijk voor de boekhouding en de opvolging van de mestbewegingen tussen de Gewesten;
- alleen de landbouwers die zich met deze gegevensuitwisseling akkoord verklaard hebben, kunnen hun landbouwpercelen die gelegen zijn buiten het Gewest van oorsprong, in rekening brengen voor de berekening van de stikstofevenwichten van deze percelen.

4. De bevoegde autoriteiten lichten elkaar in over de gewestgrensoverschrijdende bedrijven, die hun goedkeuring gegeven hebben voor de informatie-uitwisseling en ingestemd hebben met het gebruik van het digitaal model voor de registratie van de mestbewegingen. Zij stellen een gesloten lijst op van de gewestgrensoverschrijdende bedrijven vóór 31 december van ieder jaar (hierna genoemd “de gemeenschappelijke lijst”).

5. Regels voor gebruik van de digitale modellen – Registratie van de mestbewegingen

Voor iedere door de landbouwer geplande spreiding van mest op het grondgebied van het Gewest van bestemming verwittigt de landbouwer minimum de bevoegde autoriteiten van bestemming met behulp van een internetapplicatie die door de bevoegde autoriteiten ter beschikking wordt gesteld.

Deze voormelding moet toelaten dat de verschillende landbouwers transportdocumenten opstellen, gerelateerd aan de beoogde mestbewegingen. Deze transportdocumenten, uitgegeven door de informaticasystemen, moeten verplicht het overeenkomstig transport vergezellen.

De landbouwer en de mestvoerder moeten op ieder moment aan de politie, aan de inspecteurs van de Mestbank, aan het Politie- en Controledepartement van de DGO3 en aan de

vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten van de twee Gewesten de transportdocumenten kunnen voorleggen, gerelateerd aan de geregistreerde mestbeweging.

Eenmaal de mestbewegingen zijn uitgevoerd moeten deze nagemeld worden met dezelfde informaticasystemen. Iedere afgelasting moet ten laatste de dag van het voorziene transport zelf doorgegeven worden.

## 6. Gegevensuitwisseling tussen de Gewesten

6.1. Voor het Waalse Gewest is voorafgaande informatie met het oog op de inbreng van dierlijke mest op het Waalse grondgebied noodzakelijk, ten einde te kunnen nagaan of de gemelde dierlijke mest overeenstemt met de productie van het gewestgrensoverschrijdende bedrijf.

In dit kader wisselen de Gewesten – in een nog nader te bepalen vorm – de informatie waarover zij beschikken, uit met betrekking tot de recentste productiekarakteristieken van de bedrijven opgenomen in de gemeenschappelijke lijst.

Deze karakteristieken kunnen gewijzigd worden door de landbouwers via een internetportaal van de Gewesten.

In het geval van informatieverstrekking door de landbouwer via internet, zal er een gegevensuitwisseling – in een nog te bepalen vorm - geïmplementeerd worden met het Gewest van oorsprong, ten einde deze productiekarakteristieken te valideren.

6.2. Na ieder kalenderjaar wisselen de bevoegde gewestelijke administraties – ten laatste op 1 april – de hoeveelheden dierlijke mest uit, die vervoerd zijn geweest tussen de Gewesten, de laatste beschikbare productiegegevens en de spreidbare hoeveelheden voor ieder bedrijf opgenomen in de gemeenschappelijke lijst. Hetzelfde geldt voor de eventuele maatregelen genomen door de bevoegde administraties in geval van niet naleving van de toepasselijke wetgeving.

De modellen van de uitwisselingsbestanden worden vastgesteld in onderling overleg met de betrokken administraties.

7. De door de bevoegde gewestelijke administratie vastgestelde discrepanties en afwijkingen van een gewestgrensoverschrijdend bedrijf, op basis van de beschikbare gegevens en de gegevens van de andere bevoegde gewestelijke administratie, worden aan deze laatste administratie binnen de maand overgemaakt, evenals de genomen maatregelen ten aanzien van de bedrijven, betrokken in deze discrepanties en afwijkingen.
8. De bevoegde autoriteit van het Gewest van bestemming kan, met inachtneming van de geldende wettelijke bepalingen, beperkingen opleggen voor het spreiden van mest aan landbouwers die voorkomen in de gemeenschappelijke lijst, als ze de overeengekomen verplichtingen niet nakomen of als ze de uitrijregeling van het Gewest niet naleven.

De landbouwers die niet opgenomen zijn in de gemeenschappelijk lijst, mogen alleen dierlijke mest spreiden op het grondgebied van het Gewest waar hun productie-eenheid (stal) zich bevindt.


9. De bevoegde gewestelijke administraties stellen een raadgevende commissie aan, bevoegd voor de regeling van algemene en individuele problemen, evenals voor het opstellen van een jaarlijkse balans, betreffende de gegevensuitwisseling.
10. Voor de berekening van de stikstofbalans van de gewestgrensoverschrijdende veeteeltbedrijven houdt het Gewest van oorsprong alleen rekening – voor het gebruik van dierlijke mest op het geografische grondgebied van het Gewest van bestemming – met de objectieve gegevens, bekomen in het kader van de gegevensuitwisseling, vermeld onder punt 6.2.
11. Ieder aanhoudend geschil tussen de bevoegde autoriteiten of tussen een bevoegde autoriteit en een landbouwer wordt doorverwezen naar de twee gewestelijke ministers, bevoegd voor milieu, met het oog op bemiddeling.

Het protocol kan herzien worden of ingetrokken op vraag van één of twee ministers.

Het huidig protocol wordt van kracht op datum van ondertekening door de twee ministers.


Brussel, 2 mei 2016

Voor het Vlaamse Gewest,



Joke SCHAUVLIEGE  
Vlaams minister van Omgeving,  
Natuur en Landbouw

Voor het Waalse Gewest,



Carlo DI ANTONIO  
Ministre de l'Environnement, de  
l'Aménagement du Territoire, de la  
Mobilité et des Transports et du  
Bien-être animal